

44 % d'abstention : quand la République perd ses citoyens

Nous devons prendre acte, avec une profonde inquiétude, des résultats de participation du premier tour des élections municipales. Selon l'analyse d'Ipsos, avec plus de quatre électeurs sur dix qui ne se sont pas rendus aux urnes (44 % d'abstention), et en mettant de côté l'exception sanitaire de 2020, jamais un tel niveau d'abstention pour un premier tour d'élections municipales n'avait été enregistré.

La participation 2026 se situe désormais plus de 15 points sous la moyenne historique enregistrée entre 1959 et 2014.

Ce chiffre n'est pas une anomalie conjoncturelle : C'est un symptôme. Celui d'une démocratie locale qui se vide de sa substance.

*

* *

Selon Public Sénat, les données sociologiques confirment ce que nous redoutions. Les jeunes sont les plus nombreux à tourner le dos aux urnes : chez les 18-24 ans, plus d'un électeur sur deux s'est abstenu, et la participation chute encore chez les 25-34 ans, avec 60 % d'abstention (le niveau le plus élevé de toutes les tranches d'âge).

Les ouvriers apparaissent comme la catégorie professionnelle la plus abstentionniste, avec 55 % d'entre eux qui ne se sont pas déplacés.

Ce sont précisément les citoyens que la vie municipale touche au quotidien (les transports, les écoles, la sécurité, les services de proximité) qui choisissent de ne plus voter.

C'est là une contradiction douloureuse que les responsables politiques ne peuvent continuer à ignorer.

Les raisons invoquées par les abstentionnistes sont éloquentes.

Les personnes sondées mettent en avant le sentiment que ces élections ne changeront rien à leur vie quotidienne, que les résultats sont connus d'avance, et qu'aucune liste ou aucun candidat ne leur plaît.

Le Parti Radical refuse de se satisfaire de ce constat. Ces réponses traduisent non pas de l'indifférence, mais de la désillusion. Et la désillusion, contrairement à l'indifférence, peut encore se combattre.

La pression constante et croissante dans les décisions quotidiennes de l'État, la réduction des marges de manœuvre des élus locaux, l'uniformisation des politiques territoriales ont contribué à vider le mandat municipal de sa substance aux yeux des citoyens.

Pourquoi voter pour un maire si ce maire ne décide de rien ? Voilà la question que nous devons nous poser.

*

* *

Le Parti Radical, héritier d'une tradition républicaine profondément attachée aux libertés locales et au suffrage universel effectif, considère que cette abstention est d'abord le reflet de l'affaiblissement des pouvoirs communaux.

Depuis des décennies, les réformes territoriales successives ont dessaisi les maires de compétences essentielles, brouillé la lisibilité de l'action publique locale et dilué la responsabilité devant les électeurs.

Rendre du sens au vote municipal et intercommunal c'est rendre du pouvoir au territoire : communes et Intercommunalités.

C'est donner aux maires les moyens financiers et juridiques d'agir réellement sur la vie de leurs administrés.

C'est renouer avec cet idéal républicain qui veut que chaque citoyen, dans sa commune, se sente acteur de la décision qui le concerne.

Gouverner, c'est choisir. Voter, c'est exister. S'abstenir, c'est se soumettre.

Samuel Roullé
Secrétaire National
Parti Radical Valoisien